

CONSEIL MUNICIPAL Du 26 novembre 2004

dix-huit présents pour les points 1 à 2, dix-neuf présents pour les points 3 à 6, vingt présents à compter du point 7. Trois absents excusés dont trois pouvoirs.

0. PV du 22 octobre 2004

Adopté à l'unanimité.

1. Lotissement communal – choix d'un géomètre

Le Maire rappelle que lors du conseil municipal du 22 octobre 2004, il a été décidé la création d'un lotissement communal. Des devis ont été sollicités auprès de trois géomètres. La meilleure offre est celle de Joseph Thomas de Douarnenez, qui fixe son intervention comme suit :

Dossier de lotissement : 14 500m ² x 0.45 € :	6 525.00 €
Documents d'arpentage : 570 € par lots	9 724.00 €
Soit pour une probabilité de 17 lots	
Abattement de 10% (1 624.90 €),	soit au total HT : 14 624.10 €
	soit au total TTC : 17 490.42 €

Le géomètre propose également une mission de V.R.D. (Voies, Réseaux et Divers) à 6,50 %.

L'assemblée, après en avoir délibéré, (21 pour), autorise le Maire à signer la proposition de prix et prévoit la dépense au budget lotissement.

2. Zone de Préemption – espaces naturels sensibles

Le Maire rappelle que le conseil municipal s'était prononcé le 31 mai 2002 pour mettre en place une zone de préemption en collaboration avec le Conseil Général. La SAFI a finalisé le projet qui a été présenté aux élus. Le Maire explique que la zone de préemption se ferait au titre des espaces naturels sensibles sur le littoral de la Commune et les espaces naturels remarquables attenants (zone humides) et permettrait d'assurer la maîtrise foncière des terrains situés le long du littoral et sur les zones humides situées en arrière du rivage.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, adopte l'unanimité (20 pour, 1 abstention) la création d'une zone de préemption tel que présentée.

3. Contrats et conventions**3-1. Contrat d'assurance du personnel**

Le Maire rappelle à l'Assemblée le statut particulier du personnel communal au regard de la protection sociale. Jusqu'à présent, la Commune était assurée en direct pour le personnel titulaire, auprès de la CNP au taux de 5.45%. La CNP a dénoncé le contrat et propose un nouveau taux de 8.50% en répartition (les remboursements cessent à l'issue du contrat). Pour le personnel non affilié auprès de la CNRACL (Caisse de retraite), la Commune a adhéré au contrat groupe du Centre de Gestion (CDG) au taux de 1,45 %, qui arrive à échéance.

Le CDG a lancé une consultation auprès de différentes compagnies d'assurance. La compagnie retenue pour le personnel titulaire est la CNP via le courtier DEXIA SOFCAP au taux de 8.50%, le contrat étant en capitalisation (les sinistres continuent d'être si besoin, pris en charge après rupture du contrat). Pour le personnel non CNRACL, la proposition se monte à 1,65 %.

Le bureau municipal propose d'adhérer au contrat-groupe du Centre de Gestion, qui permet également une mutualisation des risques.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (22 pour), adopte la proposition du bureau et autorise le Maire à signer les documents s'y rapportant.

3-2. Contrat de maintenance - renouvellement

Le contrat de maintenance du matériel informatique, passé avec la société Somaintel en 2001, arrive à échéance. Il est proposé aux conseillers de renouveler le contrat pour une période de 2 ans et un coût annuel de 450 € HT. (maintenance garantie sur site en 4 heures).

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (22 pour), autorise le Maire à signer le contrat de renouvellement

3-3. Convention de fourrière

La convention passée avec la SPA de Pont-Croix en matière de fourrière animale arrive à échéance.

Le bureau municipal a souhaité mettre en concurrence les services offerts (la SPA de Pont-Croix et SA Chenil Service de Quimper). La meilleure offre est celle de la SPA qui propose une convention pour 0.25 € par habitants (pour 2 748 habitants soit 687 €) pour une durée de 3 ans.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (22 pour), autorise le Maire à signer la convention.

4. Admissions en non valeur

La Trésorerie nous fait savoir, qu'il conviendrait de procéder à une admission en non valeur pour un ensemble de 16 recettes irrécouvrables d'un montant de 707,09 €uros. Ces sommes sont pour certaines inférieures au seuil (exemple 0,09€), font suite pour d'autres à liquidation judiciaire ou font l'objet de recherches infructueuses.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (22 pour), autorise le Maire à admettre les dites-sommes en non valeur.

5. Révision simplifiée & modification PLU

5-1 Révision simplifiée

Le projet Arts & Vie offre l'opportunité de pouvoir procéder à une révision simplifiée complémentaire et à une révision du Plan Local d'Urbanisme. Afin d'affiner la vocation urbaine du secteur concerné il convient de compléter la démarche en lançant :

- une autre révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme sur les parcelles situées entre le bourg et le futur projet de tourisme pour la création d'une zone 1NAC,
- une modification du PLU dans le Nord du bourg par la suppression de la zone 2Nai en reclassant les terrains en zone NC (zone agricole).

Ces opérations permettront à la Commune de mieux organiser le bourg et de conforter l'urbanisation entre le Sud de l'agglomération d'une part et de Kergolier et Scantourec d'autre part, sans changer l'économie générale du PLU en terme de superficie ouverte à l'urbanisation.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour, 1 abstention), décide la modification du Plan Local d'Urbanisme pour la zone de Menez Kerguelen, décide de prescrire la révision simplifiée dans le secteur de Penity et autorise le Maire à l'enquête publique nécessaire.

5-2 Révision du tarif - Géolitt

Les modifications exposées nécessitent une charge de travail plus importante pour le cabinet Geolitt (1 révision & 1 modification supplémentaires). Le montant voté lors du CM du 26 mars dernier était de 4 565 €uros HT pour 1 révision. Après discussions, le cabinet propose de revoir le tarif de ses prestations (+4 195 € HT) pour un montant global de 8 760 €HT.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour, 1 abstention), autorise la dépense.

6. Tableau des emplois

Dans le cadre des 35 heures, plusieurs emplois à temps partiel ont été créés pour absorber la charge de travail supplémentaire et effectuer les remplacements ARTT. Il est à noter que certains agents à temps partiel réalisent de façon récurrente des heures complémentaires et il convient de se conformer à la situation actuelle d'emploi. Cela représente une création globale d'un équivalent 60 % temps plein, effectif au 1er janvier 2005, qui se décompose comme suit :

6-1. Création d'un poste à 50 %- suppression poste à 30 %

6-2. Création d'un poste à 80 %- suppression poste à 70 %

6-3. Création d'un poste à 100 %- suppression poste à 70 %

6-4. Renouvellement du contrat Secrétaire Général

Le contrat actuel pour le poste de secrétaire général se termine le 1er février 2005. Le Maire propose de le reconduire dans les mêmes conditions pour une année.

Le conseil municipal après en avoir délibéré (22 pour), approuve les propositions et autorise le Maire à prendre les dispositions nécessaires à l'application de ces décisions.

7. Questions diverses

Le Maire fait part des courriers reçus par respectivement la Direction de La Poste et les organisations syndicales, qui montrent des divergences importantes quant aux risques de fermetures d'établissements, dont celui de Plozévet. L'Assemblée souhaite rester vigilante face au risque de fermeture.

Le Maire donne lecture d'un courrier adressé aux conseillers par une habitante de Plozévet (résidence secondaire) qui souhaite savoir si la Commune serait favorable au financement de l'installation individuelle de chauffe-eau solaire. Le Conseil municipal, après discussion estime qu'il n'est pas du ressort de la Commune de financer de telles opérations chez les particuliers.

Informations diverses :

- Le Maire fait connaître son désarroi quant à la situation de non respect du site de tri sélectif à Menez Gwen.

Il demande civisme et respect des filières de collectes de déchets dans les points d'apport volontaire.

- **Points sur les dossiers :**

Eoliennes : le permis de construire a été accordé par le Préfet.

Eglise : ouverture prévisible courant 2006.

Salle socioculturelle : les travaux se déroulent comme prévus

Lotissement communal : les demandes sont nombreuses.

- **Banque alimentaire** : en cours ce week-end

- **Illuminations de fin d'année**. Véronique Le Scaon, conseillère, expose le projet et adresse tout particulièrement un remerciement aux agents communaux des services techniques pour pallier l'absence d'une employée en congé de maternité. La remise des prix pour le concours Fleurir la France se fera le vendredi 3 décembre à 18 heures.

- **Agenda 2005** : Pierrot Bosser, 1^{er} adjoint, informe qu'il sera livré dans les premiers jours de décembre (boîtes aux lettres le 10 XII)

- **Comice agricole** : Remy Strullu, adjoint, dresse le bilan (2 000 personnes sur site) et adresse un remerciement aux 120 bénévoles qui ont participé au bon déroulement.

- **Téléthon** : prévu le week-end du 4-5 décembre, vente entre autres de paëlla et crêpes.

- **Etude Cérésa (aménagement du littoral)** : une réunion se déroulera le 9 décembre prochain

- **Aide aux études** : Gaby Peton, adjointe, fait savoir que la formule a du succès, 3 fois par semaine, entre 12 et 14 enfants y participent.

- **Mission locale** : Gaby Peton, adjointe, souhaite qu'un bilan soit fait devant les conseillers municipaux, pour que tous soient informés de la situation de terrain.

- **Collège** : Jean-Claude Stourm, adjoint, fait savoir que les perspectives sont bonnes, sauf en ce qui concerne la situation de Glad.